

Journée internationale de la femme

Comment la Côte d'Ivoire peut inspirer davantage de femmes à diriger

L'entrée en fonction d'un nouveau gouvernement offre à la Côte d'Ivoire une occasion stratégique de transformer la transition politique en catalyseur du leadership féminin et de la croissance inclusive.

«Ma communauté n'a jamais été représentée par une femme. Aujourd'hui, j'ai le courage d'être la première.» Une femme de Bouaké partage le sentiment de nombreuses autres après avoir participé à l'Incubateur de Leadership Féminin Chrysalide. Ses paroles nous marquent, non pas parce qu'elles sont exceptionnelles, mais parce qu'elles ne devraient pas avoir à l'être.

La Côte d'Ivoire est entrée dans un moment décisif. Les élections législatives et présidentielles désormais achevées et un nouveau gouvernement en place, l'attention s'est déplacée de la campagne à la gouvernance, des promesses à leur mise en œuvre.

Cette transition offre plus qu'une simple redéfinition des priorités politiques. Elle constitue une ouverture stratégique pour relever un défi persistant : comment inspirer et permettre à davantage de femmes d'assumer des rôles de leadership et d'influencer la prise de décision publique à tous les niveaux.

Un moment décisif pour agir
Les transitions politiques constituent des fenêtres d'opportunité rares. Intégrer pleinement les femmes dès le départ permet de poser des bases solides pour l'avenir. La Côte d'Ivoire dispose déjà de preuves concrètes que le progrès est possible, tout en mesurant clairement l'ampleur du potentiel encore inexploité.

Aujourd'hui, des femmes occupent des postes stratégiques au plus haut niveau de l'État. La nomination d'une femme au poste de Ministre des Affaires étrangères, Nialé Kaba, traduit une confiance croissante dans le leadership féminin sur la scène internationale. Autre signal fort : le leadership de la Ministre d'État, Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, dont l'engagement de longue date pour l'autonomisation des femmes demeure exemplaire.

Cependant, des écarts importants subsistent. Malgré les avancées récentes, les femmes restent largement sous-représentées. À l'issue des élections législatives de 2025, elles ne détiennent qu'environ 13 % des sièges à l'Assemblée nationale, soit 34



Nassénéba Touré.



Dominique Favre.



Blerta Cela.

sur 253, bien loin de l'objectif de 30 % établi par la loi sur la parité adoptée en 2019 en Côte d'Ivoire.

Le leadership féminin ne relève pas du symbole. Lorsque les femmes participent de manière significative à la prise de décision, les institutions sont plus performantes, les services publics deviennent plus inclusifs et les sociétés gagnent en résilience. Les communautés dirigées par des femmes investissent davantage dans l'éducation, la santé et la cohésion sociale. Les processus de paix incluant les femmes sont plus durables, et les économies qui réduisent les inégalités de genre connaissent une croissance plus rapide. Ces constats sont largement documentés en Afrique et dans le monde.

Des solutions qui font leurs preuves

Le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant, le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et l'Ambassade de Suisse en Côte d'Ivoire unissent leurs efforts pour lever les obstacles structurels qui freinent l'accès des femmes à la vie politique et aux postes de responsabilité publique.

L'une des initiatives phares est l'Incubateur de Leadership Féminin Chrysalide, conçu pour accompagner les femmes dans leur passage de l'engagement citoyen au leadership politique et institutionnel. À travers du mentorat, du coaching en leadership, des réseaux de pairs et des formations aux campagnes électorales, Chrysalide répond à l'un des principaux défis de la participation politique des femmes : transformer le potentiel en pouvoir d'agir.

L'extension de telles initiatives est donc essentielle pour permettre au pays de respecter ses propres engagements juridiques et de constituer un vivier durable de femmes leaders à travers les régions et les secteurs.

Les participantes soulignent régulièrement l'impact du renforcement de la confiance en soi et des réseaux de soutien. « Avant ce programme, je doutais de ma place en politique. Aujourd'hui, je sais que ma voix compte », confie l'une d'elles. Une autre résume sa motivation avec simplicité : « Ma communauté n'a jamais été représentée par une femme. Aujourd'hui, j'ai le courage d'être la première. »

Ces témoignages traduisent une réalité plus large. Lorsque les femmes voient leurs pairs réussir, qu'elles soient mairies, hautes fonctionnaires, entrepreneures ou leaders communautaires, le leadership cesse d'apparaître comme une exception et devient une perspective accessible.

Forte de son propre parcours, la ministre d'État, Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, marraine du programme Chrysalide, a évoqué avec franchise les obstacles que rencontrent les femmes en politique et dans la fonction publique. « On m'a souvent dit que je n'étais pas à ma place », a-t-elle partagé avec les participantes. « Chaque obstacle aurait pu mettre fin à mon parcours. Ce qui a fait la différence, ce sont le mentorat, la résilience et des institutions prêtes à ouvrir des portes plutôt qu'à les fermer. »

Son message est clair : le talent seul ne suffit pas. Pour accélérer l'accès des femmes

aux postes de leadership en Côte d'Ivoire, le renforcement de la confiance doit s'accompagner d'un engagement institutionnel résolu, de dispositifs de mentorat déployés à grande échelle et de mécanismes capables d'identifier et de promouvoir activement les femmes leaders, plutôt que de les laisser réussir en dépit des obstacles structurels.

Les changements nécessaires

Soyons clairs sur les moteurs et les obstacles au progrès : des défis majeurs persistent. Au-delà des normes sociales et de la dureté intrinsèque de la compétition politique, l'un des freins les plus persistants à l'émergence accélérée des femmes dans le leadership politique est d'ordre économique et financier. Il ne s'agit pas d'un manque de soutien public, des mécanismes étatiques existent déjà, mais du résultat d'inégalités structurelles de longue date dans l'accès aux opportunités économiques. Historiquement, les processus d'accumulation de richesse ont davantage bénéficié aux hommes, qui ont profité de manière disproportionnée des opportunités éducatives, professionnelles et entrepreneuriales. En conséquence, les femmes entrent dans l'arène politique avec moins d'actifs économiques et des réseaux financiers plus limités.

Dans le contexte ivoirien, s'engager en politique suppose souvent de mobiliser des ressources financières personnelles et relationnelles importantes, notamment en période électorale. Or, les femmes demeurent en retrait sur ce plan. En moyenne, elles gagnent significativement moins que les hommes,

sont sous-représentées dans l'emploi formel du secteur privé et disposent d'un accès plus restreint au crédit et au capital. Ces disparités économiques se traduisent directement en désavantages politiques, limitant leur capacité à financer des campagnes, à obtenir des investitures partisanes, à accéder aux réseaux d'influence et à s'inscrire durablement dans la vie politique.

Ces barrières économiques se conjuguent à d'autres défis largement documentés. L'accès au financement des campagnes, aux investitures partisanes, aux réseaux politiques, aux mécanismes de transparence et à la visibilité médiatique continue de désavantager les femmes. Le poids des responsabilités domestiques et familiales limite également le temps et les ressources qu'elles peuvent consacrer à l'engagement politique. Ensemble, ces contraintes freinent les progrès vers la parité, malgré l'existence de cadres juridiques et institutionnels solides.

Dans le même temps, les opportunités de changement s'élargissent. La loi sur la parité en Côte d'Ivoire constitue une base solide pour renforcer la représentation politique des femmes. Les incubateurs de leadership et les initiatives de renforcement des capacités ont déjà démontré des résultats tangibles. Les réseaux politiques et professionnels féminins se structurent et se coordonnent davantage. Les outils numériques réduisent progressivement les obstacles à la mobilisation et à la levée de fonds. Par ailleurs, la visibilité croissante des femmes aux postes de responsabilité dans l'administration et le secteur privé contribue peu à peu à transformer les normes sociales et les perceptions du leadership.

C'est précisément pour répondre à ces contraintes économiques structurelles que, fin 2025, le Ministère de la Femme, de la Famille et de l'Enfant a lancé le Programme de Développement des Initiatives et des Capacités Économiques des Femmes, visant à renforcer leur autonomisation économique. Ce programme ambitionne de permettre aux femmes à fort potentiel de leadership, notamment en milieu rural et semi-rural, d'acquies progressivement les moyens économiques et financiers nécessaires pour soutenir leurs ambitions politiques et professionnelles.

La voie à suivre est claire. Ce qui fonctionne doit être amplifié. Les partis poli-

tiques doivent aller au-delà des engagements formels et identifier, accompagner et soutenir activement les femmes candidates. Les structures de gouvernance locale peuvent constituer des points d'entrée stratégiques et des viviers pour les futures leaders. Les institutions publiques et privées peuvent promouvoir l'égalité de genre dans les postes décisionnels de haut niveau. Des mécanismes de financement innovants et sensibles au genre peuvent contribuer à réduire les barrières économiques, notamment celles liées aux campagnes électorales. Les médias, quant à eux, peuvent normaliser le leadership féminin en valorisant davantage les parcours des femmes et en garantissant une couverture politique équilibrée et équitable.

Ensemble, ces actions rapprocheraient la Côte d'Ivoire de son objectif de 30 % de parité, tout en renforçant la gouvernance, la cohésion sociale et les résultats en matière de développement.

Un modèle pour la région

La Côte d'Ivoire a déjà enregistré des progrès notables en matière d'Indice de Développement Humain, et l'accélération du leadership féminin viendrait renforcer davantage sa position de leader régional en matière de croissance inclusive et de stabilité en Afrique de l'Ouest. Le pays n'est pas seul face à ce défi. Dans l'ensemble de la région, la représentation politique des femmes demeure en deçà des engagements juridiques pris.

À travers des initiatives comme Chrysalide, pensées pour être déployées à grande échelle, la Côte d'Ivoire a l'occasion de montrer concrètement ce qu'est une transformation efficace, ancrée dans les réalités locales. Comme le rappelle la Ministre d'État, Ministre de la Fonction publique et de la Modernisation de l'Administration, Anne Désirée Ouloto-Lamizana, « le leadership n'est pas un privilège, c'est une responsabilité. » La Côte d'Ivoire dispose aujourd'hui d'une opportunité historique pour permettre à un plus grand nombre de femmes d'exercer pleinement cette responsabilité et de contribuer activement à façonner l'avenir de la nation.

Par NASSENEBA TOURÉ,
MINISTRE DE LA FEMME, DE LA
FAMILLE ET DE L'ENFANT
BLERTA CELA
REPRÉSENTANTE RÉSIDENTE
DU PNUD CÔTE D'IVOIRE ;
ET DOMINIQUE FAVRE
AMBASSADEUR DE SUISSE
EN CÔTE D'IVOIRE